Global Labour Tax Summit Tax is everyone's business 17-18 September 2015, Geneva, Switzerland

ISP-FES

Sommet syndical mondial sur la fiscalité

Programme détaillé et ressources

17-18 septembre 2015
Salle V
Organisation internationale du Travail (OIT),
Genève, Suisse







INFORMATIONS PRATIQUES

TRANSPORT DEPUIS L'AÉROPORT VERS VOTRE HÔTEL

A l'aéroport, vous pouvez retirer un billet de transport gratuit au distributeur situé dans la zone de récupération des bagages (niveau Arrivée). Ce billet *Unireso*, offert par Genève Aéroport, vous permet d'utiliser les transports publics (bus, tram ou train) en ville dans le canton de Genève durant 80 minutes.



Informations destinées aux participant(e)s qui séjournent à l'Hôtel Best Western Strasbourg et à l'Hôtel Suisse :

Rendez-vous à la gare ferroviaire de l'aéroport et prenez un train allant à la « Gare Cornavin », la gare centrale de Genève (soit n'importe quel train à destination de Lausanne, de Berne ou de Zurich). Descendez à la *Gare Cornavin* (environ 10 minutes). En quittant le bâtiment principal par la sortie Sud, vous apercevrez l'Hôtel Strasbourg derrière la première rangée de bâtiments, de l'autre côté de la gare. N'hésitez pas à consulter l'emplacement précis votre hôtel sur son site Web: http://www.bestwestern-strasbourg.ch/index_fr.htm et http://www.bestwestern-strasbourg.ch/index_fr.htm et http://www.hotel-suisse.ch/fr/. Vous pouvez également utiliser Google Maps: https://goo.gl/maps/hgrJw.

L'hôtel vous remettra une « <u>Geneva Transport Card</u> » qui vous permettra d'utiliser gratuitement les transports publics genevois pendant toute la durée de votre séjour, et de vous rendre à l'aéroport le jour de votre départ.

Best Western Hôtel Strasbourg

Rue Pradier, 10 1201 Genève

Tél.: +41 22 906 58 00

Courriel: info@hotelstrasbourg.ch

Site Web: http://www.hotelstrasbourg.ch/site/fr/
Google Maps: https://goo.gl/maps/hgrJw

Hôtel Suisse

Place de Cornavin, 10

1201 Genève

Tél.: +41 22 732 66 30

Courriel: reservation@hotel-suisse.ch

Site Web: hotel-suisse.ch

Google Maps: https://goo.gl/0HxYcF

INFORMATIONS PRATIQUES

COMMENT SE RENDRE À LA CONFÉRENCE ?

Le Sommet syndical mondial ISP-FES sur la fiscalité se tiendra au siège de l'Organisation internationale du Travail :

Organisation internationale du Travail (OIT) 4 route des Morillons CH-1211 Genève 22, Suisse

À partir de l'Hôtel Best Western Strasbourg et de l'Hôtel Suisse, prenez la ligne de bus 8 (direction OMS) ou la ligne F (direction Gex-Aiglette or Ferney-Voltaire) à partir de la gare Cornavin et descendez à l'arrêt BIT.

Entrez dans le bâtiment principal de l'OIT par le parking souterrain. Pour passer les contrôles de sécurité et recevoir un badge de l'OIT, vous devrez fournir un document d'identité avec photo. Vous pourrez récupérer votre document d'identité lorsque vous quitterez le bâtiment. Suivez les panneaux indiquant « Salle V », où le sommet débutera le 17 septembre à 8h00.

NORMES ÉLECTRIQUES

La Suisse utilise des prises électriques de 240 V, 10 A, de type J (deux fiches rondes et une prise de terre).

Pensez à emporter un adaptateur afin de pouvoir utiliser vos appareils électroniques et électriques.



INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA VILLE DE GENÈVE

Transports publics : www.tpg.ch

Prévisions météo : www.meteocentrale.ch

Aéroport de Genève : www.gva.ch

À propos de Genève : <u>www.geneve-tourisme.ch</u>

IMPORTANT: PHOTOS ET VIDÉOS

Veuillez noter que l'ISP prévoit de filmer et de photographier les intervenant(e)s lors des différentes réunions, à des fins de publication sur notre site Internet ou d'intégration à d'autres publications futures. Si vous ne souhaitez pas être filmé(e) ou photographié(e), merci de contacter notre équipe de communication à l'adresse <u>communications@world-psi.org</u> et/ou d'en informer les membres de notre personnel au moment de l'enregistrement.

MERCREDI 16 SEPTEMBE

19h00 - 23h00

DÎNER AVEC DES INTERVENANTS INVITÉS « RENDRE LES IMPÔTS SEXYS »

Lieu: Restaurant « Nomades » – 18 rue des Grottes, Genève

Vous êtes cordialement invité(e) par la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung à participer au dîner organisé par la FES et l'ISP.

Nos intervenants invités, **George Turner**, directeur de « Finance Uncovered », et **Simon Bowers**, correspondant d'affaires pour le journal The Guardian, débattront de la question suivante : « Comment pouvons-nous rendre les impôts sexys ? ».

George Turner, journaliste et directeur de « Finance Uncovered »



George Turner est Directeur des investigations de « Finance Uncovered », un projet de journalisme collaboratif fondé par le Tax Justice Network, comptant plus de 120 journalistes et militant(e)s du monde entier œuvrant en faveur de la justice fiscale. Auparavant, M. Turner travaillait à Westminster au service du député Simon Hughes, qui était à l'époque leader adjoint des Libéraux-démocrates au Royaume-Uni. Il a notamment écrit des articles sur la structure financière du secteur de l'eau, les opérations financières offshore des clubs de football britanniques, ou encore sur l'acheminement de l'aide au développement européenne destinée à l'Afrique via des paradis fiscaux. Entre 2014 et 2015, il a mené seul une campagne juridique contre Shell, le gouvernement britannique, le maire de Londres et le groupe immobilier Canary Wharf, au regard du réaménagement d'une zone dans le centre-ville de Londres, pour un montant de 1.6 milliard de livres.

Simon Bowers, correspondant d'affaires, The Guardian



Simon Bowers est journaliste financier senior au Guardian. Il est spécialisé dans les enquêtes menées pour la rubrique économique du Guardian. Simon Bowers était le membre britannique d'une équipe internationale qui a aidé à révéler les rescrits fiscaux dans le cadre du scandale LuxLeaks – en collaboration avec l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). M. Bowers a rédigé de nombreux articles sur le projet BEPS de l'OCDE, sur les enquêtes de la Commission européenne sur les aides d'États dans les rescrits fiscaux, ainsi que sur divers audits et contentieux fiscaux. Il est également l'auteur d'articles sur les pratiques de planification fiscale adoptées par de grandes multinationales telles que Apple, Google, Starbucks, Amazon, Shire, ICAP et Microsoft, et s'est également largement penché sur les paradis fiscaux britanniques (Jersey, Guernesey, île de Man, Sercq, Aurigny et Brecqhou). Il a en outre rédigé des articles sur d'importantes affaires de fraude, des contentieux, des controverses comptables, la gouvernance d'entreprise ou encore le changement climatique.

08h00 - 08h30 ENREGISTREMENT

Du café et un petit-déjeuner seront servis à la cafétéria de l'OIT.

08h30 - 09h00 ACCUEIL ET ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Rosa Pavanelli, Secrétaire générale, Internationale des Services Publics (ISP)



Rosa Pavanelli est Secrétaire générale de la fédération syndicale internationale, l'Internationale des Services Publics (ISP). Elle est membre du Groupe d'experts de haut niveau des Nations Unies sur l'eau et les catastrophes, ainsi que du Conseil consultatif de l'*International Labour Institute* de l'Université Cornell. M^{me} Pavanelli a été élue au Secrétariat national de la Funzione Pubblica Confederazione Generale Italiana del Lavoro (FP-CGIL) en 2002, et a dirigé le Département européen et international entre 2005 et 2012. Elle était auparavant responsable des secteurs municipaux et des soins de santé, et était également Secrétaire générale de la FP-CGIL pour la région lombarde. Elle a également assuré la fonction de Vice-présidente de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) à partir de 2009, et a été élue à la Vice-présidence de l'ISP pour la région Europe en 2011. C'est en 1978 qu'elle est entrée dans le mouvement syndical, en travaillant pour le ministère du Travail, à Brescia.

Hubert Schillinger, Directeur du bureau de la Fondation Friedrich Ebert à Genève



Hubert René Schillinger est Directeur du bureau de la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Genève. Depuis son arrivée au sein de la FES en 1980, il a occupé différents postes au siège de la FES et à l'étranger. Il a notamment été directeur de projet au Sénégal, ainsi que directeur national pour la FES au Maroc, en Afrique du Sud et en Namibie. Entre la mi-2009 et la mi-2014, il a coordonné le programme « Dialogue sur la mondialisation » de la FES. Il a décroché un master en économie à l'Université de Konstanz (Allemagne), et est également diplômé du *Center for Advanced Training in Rural Development* (SLE) de l'Université technique de Berlin.

Daniel Bertossa, Directeur Politiques et Gouvernance de l'ISP



COORDINATEUR DE LA CONFÉRENCE

Vous trouverez la biographie complète de Daniel Bertossa en page 18.

RESSOURCES GÉNÉRALES

- Tax Havens and Taxation of Transnational Corporations (Paradis fiscaux et taxation des entreprises transnationales), Markus Henn, FES* http://ow.ly/RVuy8
- Africa Tax Brief (Briefing sur la taxation Afrique), Unité de la recherche de l'ISP (PSIRU)* http://ow.ly/RVziN
- Asia Pacific Tax Brief (Briefing sur la taxation Asie-Pacifique), (PSIRU)* http://ow.ly/RVzy6
- Latin America Tax Brief (Briefing sur la taxation Amérique latine), (PSIRU)* http://ow.ly/RVAQI
- Middle East and North Africa (MENA) Tax Brief (Briefing sur la taxation Moyen-Orient et Afrique du Nord), (PSIRU)* http://ow.ly/RVCzV

^{*}Des exemplaires seront disponibles lors de la réunion

09h00 - 10h45 SÉANCE 1 : LA FISCALITÉ NOUS CONCERNE TOUS



Le rôle du financement public en faveur de l'intérêt général, l'impact du système actuel sur les travailleurs/euses, le développement, les services publics et la privatisation, l'environnement et les inégalités.

Modérateur : Simon Bowers, correspondant d'affaires, The Guardian

FISCALITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Joel Odigie, Coordinateur des droits syndicaux et droits humains, CSI-Afrique



Akhator Joel Odigie est un militant et syndicaliste. Ce Nigérian occupe depuis 2010 la fonction de Coordinateur des droits humains et syndicaux au sein de l'organisation régionale africaine de la Confédération Syndicale Internationale (CSI-Afrique). Entre 2003 et 2010, il a travaillé au sein du *Nigeria Labour Congress* (NLC), où il était Secrétaire du Département international avant de rejoindre la CSI-Afrique. M. Odigie a obtenu un master en travail et mondialisation à la *School of Economics and Law* de Berlin. Cet humaniste panafricaniste est convaincu que « nous devons refuser d'agoniser, et plutôt continuer de s'organiser et de se mobiliser afin d'opérer un changement ».

FISCALITÉ, INÉGALITÉS ET DÉVELOPPEMENT : À ÉGALITÉ !

Susana Ruiz Rodríguez, Directrice de la campagne « Intermón Fiscal Justice », Oxfam International



Susana Ruiz Rodríguez est Directrice de la campagne « Intermón Fiscal Justice » d'Oxfam en Espagne, et responsable politique des questions relatives à la justice fiscale pour Oxfam International. Basée au Pérou en 2012 et 2013, elle a coordonné le lancement du travail d'Oxfam en faveur de la justice fiscale en Amérique latine. Susana Rodríguez est également l'auteur de nombreux rapports et chapitres dans des ouvrages sur la justice fiscale et la fiscalité des sociétés, et alimente régulièrement des blogs sur cette problématique. Diplômée en commerce international, elle a travaillé pendant sept ans dans les domaines du développement commercial et de la consultance internationale en Chine.

FISCALITÉ ET DROITS DES TRAVAILLEURS/EUSES : ÉTUDE DE CAS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Karim Bangoura, expert-comptable associé, Syndex



Karim Bangoura est expert-comptable associé chez SYNDEX, un groupe d'experts-comptables qui met son expertise au service des représentant(e)s des salarié(e)s. Il est également auditeur et co-fondateur de la société fiscaliste AUDISOL, spécialisée dans les domaines de l'économie sociale et de la solidarité.

FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

Rosa Pavanelli, Secrétaire générale, Internationale des Services Publics (ISP)



Rosa Pavanelli est Secrétaire générale de la fédération syndicale internationale, l'Internationale des Services Publics (ISP).

Elle est membre du Groupe d'experts de haut niveau des Nations Unies sur l'eau et les catastrophes, ainsi que du Conseil consultatif de l'*International Labour Institute* de l'Université Cornell. M^{me} Pavanelli a été élue au Secrétariat national de la *Funzione Pubblica Confederazione Generale Italiana del Lavoro* (FP-CGIL) en 2002, et a dirigé le Département européen et international entre 2005 et 2012. Elle était auparavant responsable des secteurs municipaux et des soins de santé, et était également Secrétaire générale de la FP-CGIL pour la région lombarde. Elle a également assuré la fonction de Vice-présidente de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) à partir de 2009, et a été élue à la Vice-présidence de l'ISP pour la région Europe en 2011. C'est en 1978 qu'elle est entrée dans le mouvement syndical, en travaillant pour le ministère du Travail, à Brescia.

10h45 - 11h15 PAUSE

SÉANCE 1 - RESSOURCES

- Taxation équitable et offre de services publics de qualité en Afrique, Baba Aye, Nigeria* http://ow.ly/S4z3e
- A Égalité!, OXFAM http://ow.ly/RVEZ4
- Pourquoi nous avons besoin des dépenses publiques PSIRU* http://ow.ly/S4zHY
- TUAC report on the joint ITUC-TUAC expert meeting on Corporate Tax Planning* http://ow.ly/RYbpg
- G20 : Public health care more efficient than private but needs funds* http://ow.ly/RYhJe
- Ebola : L'ISP exhorte le G20 à agir pour la santé publique* http://ow.ly/S4GHu

^{*}Des exemplaires seront disponibles lors de la réunion



11h15 – 12h45 SÉANCE 2 : FISCALITÉ ET POUVOIR DES ENTREPRISES



Quelles sommes les entreprises parviennent-elles à détourner, à quelles méthodes recourent-elles, qui les aide, comment peut-on arrêter ces manœuvres et pourquoi n'en entendons-nous pas plus parler ?

Modératrice : Nadja Salson, responsable des questions de fiscalité et de l'administration nationale, Fédération européenne des syndicats du service public (FSESP)

COMBIEN, QUI ET COMMENT?

John Christensen, Directeur exécutif, Tax Justice Network



John Christensen dirige les activités internationales du Tax Justice Network. A la fois auditeur et économiste, il a enquêté pendant la majeure partie de sa carrière sur les opérations financières offshore et les paradis fiscaux. Son nouvel ouvrage, intitulé « *The Greatest Invention: Tax and the Campaign for a Just Society »*, sera publié le 24 septembre 2015.

ÉTUDE DE CAS D'ENTREPRISE AVEC UNE PERSPECTIVE SYNDICALE : CHEVRON ET L'ENQUÊTE DU SÉNAT AUSTRALIEN SUR LA FISCALITÉ

Jason Ward, Responsable du développement de stratégies globales, Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF)



Jason Ward a mené de nombreuses recherches et campagnes pour différents syndicats œuvrant dans divers secteurs depuis 1998. Pendant 7,5 ans, il a travaillé au sein de UNITE HERE et du SEIU aux Etats-Unis. Avant de rejoindre l'ITF, M. Ward a passé 2,5 ans au sein de United Voice en Australie, publiant notamment un rapport conjoint avec le Tax Justice Network sur les pratiques fiscales adoptées par les plus grandes sociétés cotées à la Bourse d'Australie. Ce rapport a entraîné une enquête du sénat australien sur l'évasion fiscale des entreprises et a permis de placer cette problématique au cœur des débats politiques et des médias en Australie. Jason Ward travaille actuellement pour le bureau de l'ITF à Sydney et tente de lever le voile sur les pratiques fiscales agressives de Chevron.

LES DÉFIS POSÉS PAR LES ENTREPRISES MULTINATIONALES, LEURS FOURNISSEURS DE SERVICES ET LEURS LOBBIES

Krishen Mehta, ancien partenaire, PricewaterhouseCoopers



Krishen Mehta est chercheur principal en matière de justice mondiale à l'Université de Yale (Etats-Unis). Avant de faire de la justice fiscale son cheval de bataille, il était partenaire de PricewaterhouseCoopers (PwC) et a notamment travaillé à New York, à Londres et à Tokyo. Il était en charge des pratiques fiscales américaines de PwC au Japon, à Singapour, en Malaisie, à Taïwan, en Corée, en Chine et en Indonésie, englobant plus de 140 sociétés américaines exerçant des activités en Asie. M. Mehta est actuellement conseiller senior auprès du Tax Justice Network. Il siège au sein du Comité consultatif du *Business and Society Program* de l'Institut Aspen, et est également membre du Conseil consultatif de Human Rights Watch pour l'Asie. Il est également administrateur de la *Korbel School of International Studies* de l'Université de Denver. Krishen Mehta a en outre été professeur adjoint à l'American University, et est fréquemment invité à l'Université Tufts de Boston (Etats-Unis), à l'Université de Tokyo (Japon), ainsi qu'à l'Université de Columbia (Etats-Unis). Entre 2010 et 2012, il a co-présidé le Comité consultatif de *Global Financial Integrity* (GFI).

SÉANCE 2 - RESSOURCES

- Comments by TUAC on the OECD action plan on base erosion and profit shifting* http://ow.ly/RZpn5
- Articles de presse sur les lobbyistes* http://ow.ly/RXYwx
- UNCTAD study on the size of corporate tax avoidance in developing countries (*L'évasion fiscale des entreprises dans les pays en développement*) http://ow.ly/RVG9p
- G20 Entretien radio sur les prix de transfert G20 http://www.world-psi.org/en/audio-radio-interview-daniel-bertossa

12h45 – 14h15 DÉJEUNER

^{*}Des exemplaires seront disponibles lors de la réunion

RÉPERCUSSIONS ET PERSPECTIVES POUR UNE TAXE SUR LE COMMERCE

Michael Keen, Directeur adjoint du département des affaires fiscales, FMI



Michael Keen est Directeur adjoint du département des affaires fiscales au Fonds monétaire international, où il a également dirigé les divisions de la politique fiscale et de la coordination fiscale. Avant de rejoindre le FMI, M. Keen a enseigné les sciences économiques à l'Université de l'Essex et a été professeur invité à l'Université de Kyoto. Il a dirigé des missions d'assistance technique dans une trentaine de pays sur un grand nombre de dossiers liés à la politique fiscale, et fourni des services de conseil à la Banque mondiale, à la Commission européenne et dans le secteur privé. Il a siégé au conseil d'administration de la National Tax Association aux Etats-Unis et au conseil de rédaction de l'American Economic Journal: Economic Policy, International Tax and Public Finance (dont il a été l'un des cofondateurs), du Journal of Public Economics, de la Review of Economic Studies et de nombreux autres périodiques.

14h15 – 15h45 SÉANCE 3 : QUI DÉCIDE DES RÈGLES, QUI LES INFLUENCE ET QUI EN PROFITE ?



L'OCDE, nos gouvernements nationaux, les intérêts des entreprises, les médias, les groupes de réflexion de droite, les Nations Unies, les ODD et les institutions financières internationales.

Modérateur/Intervenant : John Christensen, Directeur exécutif, Tax Justice Network John Christensen proposera également une brève introduction sur le thème suivant « **L'architecture mondiale de la gouvernance fiscale et ses acteurs** ».

DÉPLOYONS-NOUS ASSEZ D'EFFORTS?

Raffaele Russo, Responsable du projet BEPS de l'OCDE, Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE



Raffaele Russo est un membre stratégique de l'équipe de direction du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE (Paris), où il coordonne actuellement le travail relatif à l'Erosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS). Auparavant, il dirigeait l'Unité de la non-conformité du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, où il était en charge de la planification fiscale agressive et des infractions fiscales. Il a également travaillé sur le modèle de convention fiscale de l'OCDE, sur les Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert, ainsi que sur les questions d'échange de renseignements lorsqu'il était en charge de la rédaction du Protocole de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. Avant de rejoindre l'OCDE, il occupait le poste d'associé principal au sein de l'International Tax

Academy de l'IBFD (Amsterdam) et d'avocat fiscal chez NCTM Studio Legale Associato (Milan). Diplômé en droit de l'Université Federico II (Naples, Italie), il est également détenteur d'un LL.M en fiscalité internationale de l'Université de Leyde, aux Pays-Bas. Auteur de différents articles sur des questions de fiscalité internationale, il est également l'auteur et le co-auteur des ouvrages « *The Attribution of Profits to Permanent Establishments: The taxation of intra-company dealings* » (2005), « *Fundamentals of International Tax Planning* » (2007) et « *A Decade of Case Law: Essays in honor of the 10th Anniversary of the Leiden LLM in International Taxation* » (2008).

INTÉRÊTS PARTICULIERS DANS LE DÉBAT SUR LA FISCALITÉ

Simon Bowers, correspondant d'affaires, The Guardian



Simon Bowers est journaliste financier senior au Guardian. Il est spécialisé dans les enquêtes menées pour la rubrique économique du Guardian. Simon Bowers était le membre britannique d'une équipe internationale qui a aidé à révéler les rescrits fiscaux dans le cadre du scandale LuxLeaks – en collaboration avec l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). M. Bowers a rédigé de nombreux articles sur le projet BEPS de l'OCDE, sur les enquêtes de la Commission européenne sur les aides d'États dans les rescrits fiscaux, ainsi que sur divers audits et contentieux fiscaux. Il est également l'auteur d'articles sur les pratiques de planification fiscale adoptées par de grandes multinationales telles que Apple, Google, Starbucks, Amazon, Shire, ICAP et Microsoft, et s'est également largement penché sur les paradis fiscaux britanniques (Jersey, Guernesey, île de Man, Sercq, Aurigny et Brecqhou). Il a également rédigé des articles sur d'importantes affaires de fraude, des contentieux, des controverses comptables, la gouvernance d'entreprise ou encore le changement climatique.

SÉANCE 3 - RESSOURCES

- Dirigeant(e) du G20 : Annexe sur la fiscalité de la Déclaration des dirigeants du G20 de Saint-Pétersbourg
- Plan d'action BEPS de l'OCDE http://www.oecd.org/fr/ctp/PlanActionBEPS.pdf
- Overall evaluation of the G20/OECD base erosion and profit shifting (BEPS) project * http://ow.ly/RZrsa
- IMF Paper Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries (BEPS et pays en développement) http://ow.ly/RVHwv
- IMF Paper Taxing Financial Transactions: Issues and Evidence http://ow.ly/RVHG7
- Tax Justice Network Why a global tax body? http://ow.ly/RVHY7
- Déclaration de l'ISP sur les efforts du G20 en matière de fiscalité* http://ow.ly/S4LnX

15h45 - 16h15 PAUSE

^{*}Des exemplaires seront disponibles lors de la réunion

16h15 – 17h45 SÉANCE 4 : SYNDICATS ET RÉPONSES ALTERNATIVES – IDENTIFICATION DES PRIORITÉS



Alternatives politiques, réussites et priorités syndicales

Modératrice : Erika Dayle Siu, consultante ICRICT

QUELLES SONT LES ALTERNATIVES?

Manuel F. Montes, Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT)



Manuel F. Montes assume les responsabilités de Conseiller principal en charge des questions financières et du développement, au sein du Centre du Sud à Genève. Il était auparavant Directeur des stratégies de développement au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), où il dirigeait l'équipe en charge de l'Etude sur la situation économique et sociale dans le monde. Manuel F. Montes a occupé la fonction de Chef de l'analyse des politiques au Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, où il a également été nommé Secrétaire du Comité d'experts des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale. Il a en outre occupé les postes de Coordinateur du programme régional du PNUD, pour l'initiative d'investissement et de commerce dans la région Asie-Pacifique, basé à Colombo, au Sri Lanka; de Responsable de programme en matière de politique économique internationale au sein de la Fondation Ford à New York (1999-2005); d'Assistant principal et de Coordinateur des études économiques au sein du East-West Centre d'Honolulu (1989-1999); et de Professeur associé d'économie à l'Université des Philippines (1981-1989).

POUVONS-NOUS TRAVAILLER DANS LE CADRE DES BEPS ET CONTINUER DE CONTRÔLER NOTRE AVENIR FISCAL ?

Krishen Mehta, ancien partenaire, PricewaterhouseCoopers



Krishen Mehta est chercheur principal en matière de justice mondiale à l'Université de Yale. Vous trouverez sa biographie complète en page 10.

OPPORTUNITÉS EN EUROPE

Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP)



Jan Willem Goudriaan a été élu au poste de Secrétaire général de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) à l'occasion du 9° Congrès de la FSESP, en mai 2014. C'est en 1989 qu'il a rejoint le syndicat des travailleurs du secteur public néerlandais AbvaKabo-FNV, pour ensuite rallier les rangs de la FSESP en novembre 1992. Entre 1997 et 2014, il a occupé la fonction de Secrétaire général adjoint de la FSESP. M. Goudriaan figure parmi les pionniers du dialogue social avec les employeurs des secteurs de l'électricité, du gaz et des autorités locales. Aux côtés de délégations syndicales, il a négocié des conventions du Comité d'entreprise européen, ainsi que des accords d'entreprise transnationaux avec les principales sociétés d'énergie et d'eau européennes. Il est notamment à l'origine d'un accord novateur sur l'amélioration de la qualité et de l'équité salariale au sein de GDF Suez. Il a ardemment défendu la dimension sociale de la Communauté de l'énergie dans l'Europe du Sud-Est, et a activement participé à des campagnes contre la privatisation de compagnies des eaux dans l'UE, notamment. Il était à l'origine, et est actuellement Vice-président de la toute première Initiative citoyenne européenne (ICE) visant à promouvoir le droit humain à l'eau et à l'assainissement, qui a recueilli près de 1,9 million de signatures. Jan Willem Goudriaan est membre du Comité exécutif de la CES et du Conseil exécutif de l'ISP.

SOLUTIONS NATIONALES DANS UN CONTEXTE DE DÉVELOPPEMENT

Adhemar S. Mineiro, CUT, Brésil



Adhemar S. Mineiro est un économiste qui exerce depuis mai 2003 au sein de la DIEESE CUT, la confédération des travailleurs/euses brésilien(ne)s, et du REBRIP (Réseau brésilien pour l'intégration des populations, un réseau regroupant des organisations sociales brésiliennes et des ONG). Il est en charge du suivi des négociations dans le domaine du commerce, des pays BRICS, du G20 et de Mercosur. Il a également occupé la fonction de conseiller économique auprès de la TUCA (Confédération syndicale des Amériques) entre 2010 et 2012, puis de conseiller économique auprès du Secrétariat international de la CUT. Au Brésil et à l'étranger, M. Mineiro a publié des articles sur des questions liées aux politiques économiques, à la dette, au développement et au commerce, dont « O Desmonte da Nação em Dados », une analyse de l'économie brésilienne sur la période 1995-2001.

17h45 - 18h00 CLÔTURE

SÉANCE 4 - RESSOURCES

- Déclaration de l'ICRICT* http://www.icrict.org/declaration/
- L'impact de l'austérité sur la collecte de l'impôt (FSESP) * http://ow.ly/S4MUS
- Processus BEPS mené par l'OCDE: 10 Ways forward for developing countries (10 façons d'avancer pour les pays en développement) http://ow.ly/RWzcA
- Tax Justice Network Why a global tax body? (Pourquoi un organisme mondial chargé de la fiscalité ?) http://ow.ly/RWzsC
- Communiqué de presse L'ISP appelle à la mise en place d'un nouvel organisme mondial chargé de la fiscalité * http://ow.ly/S4NDK

^{*}Des exemplaires seront disponibles lors de la réunion

JOUR 2 – VENDREDI 18 SEPTEMBRE

9h00 – 9h20 ACCUEIL ET RÉCAPITULATIF DE LA JOURNÉE PRÉCÉDENTE

Coordinateur de la conférence : Daniel Bertossa

09h20 – 11h00 SÉANCE 5 : SYNDICATS ET SOLUTIONS ALTERNATIVES – CONSOLIDATION DU POUVOIR



Organisation d'un débat sur la fiscalité, mise en lumière des alternatives, qui sont nos partenaires et quelles sont leurs activités, partage de nos expériences et consolidation de l'espoir de changement.

Modérateur : Daniel Bertossa, Directeur Politiques et Gouvernance de l'ISP

L'AMPLEUR DES ABUS

George Turner, journaliste et directeur de « Finance Uncovered »



George Turner est Directeur des investigations de « Finance Uncovered », un projet de journalisme collaboratif fondé par le Tax Justice Network, comptant plus de 120 journalistes et militant(e)s du monde entier œuvrant en faveur de la justice fiscale. Auparavant, M. Turner travaillait à Westminster au service du député Simon Hughes, qui était à l'époque leader adjoint des Libéraux-démocrates au Royaume-Uni. Il a notamment écrit des articles sur la structure financière du secteur de l'eau, les opérations financières offshore des clubs de football britanniques, ou encore sur l'acheminement de l'aide au développement européenne destinée à l'Afrique via des paradis fiscaux. Entre 2014 et 2015, il a mené seul une campagne juridique contre Shell, le gouvernement britannique, le maire de Londres et le groupe immobilier Canary Wharf, au regard du réaménagement d'une zone dans le centre-ville de Londres, pour un montant de 1,6 milliard de livres.

LA CAMPAGNE CONTRE MCDONALD'S – CAMPAGNES SYNDICALES ET STRATÉGIES

Carl Leinonen, Responsable des campagnes mondiales de recrutement, SEIU



Carl Leinonen est Responsable des campagnes mondiales de recrutement au sein du SEIU. Il est en charge du développement et de la coordination de stratégies de syndicalisation mondiales pour le SEIU et ses partenaires internationaux. M. Leinonen a joué un rôle stratégique dans l'organisation de campagnes sur tous les continents, à l'exception de l'Antarctique. Economiste de formation, il a enseigné à l'Université du Massachusetts avant de se lancer dans la syndicalisation, tout d'abord au sein de l'American Federation of Teachers (Fédération américaine des enseignant(e)s), puis, depuis 1989, du SEIU.

ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Adriano Campolina, Directeur exécutif, ActionAid



Adriano Campolina est Directeur exécutif de l'agence de développement international, ActionAid International. ActionAid œuvre aux côtés de 15 millions de personnes, dans 45 pays à travers le monde, en vue d'éradiquer la pauvreté et l'injustice. En tant que Directeur exécutif d'ActionAid Brésil, Adriano Campolina fut aux commandes de la transformation de l'organisation, qui est passée d'une agence poursuivant la mission de mettre un terme à pauvreté à l'échelle nationale, à une organisation qui parvient également à mobiliser du soutien au sein du pays comme à l'étranger. Entre 2004 et 2011, M. Campolina a occupé la fonction de Directeur international d'ActionAid pour la région Amériques. Pendant cette période, il a été chargé de superviser l'intervention d'ActionAid à la suite du tremblement de terre en Haïti. En 2002 et 2003, il a dirigé la campagne internationale et les efforts de plaidoyer d'ActionAid en vue de promouvoir les droits des agriculteurs et la sécurité alimentaire au cours des négociations sur le commerce, au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

SÉANCE 5 - RESSOURCES

- Rapport et communiqué de presse de l'ISP sur Golden Dodges* http://ow.ly/S4001
- Entretien radio Golden Dodges http://www.radiolabour.net/bertossa-170315.html
- La face cachée des Happy Meals* http://ow.ly/S4OkQ
- Lettre ouverte des infirmiers/ières australien(ne)s sur la TTF* http://ow.ly/RY4av
- Rapport ASX 200: Who pays for our common wealth?(Rapport A qui coûte notre Commonwealth?)
 http://ow.ly/RVMKA
- Plaidoyer en faveur de la justice fiscale : A Toolkit for Civil Society (Boîte à outils destinée à la société civile) http://ow.ly/RVMSH

11h00 - 11h30 PAUSE

^{*}Des exemplaires seront disponibles lors de la réunion

JOUR 2 – VENDREDI 18 SEPTEMBRE

11h30 - 13h00

SÉANCE 6: TROUVER DES OPPORTUNITÉS



Où ce débat nous mène-t-il, comment influencer les politiques, pourquoi le mouvement syndical est-il important ?

Modératrice/Intervenante : Tove Maria Ryding, Coordinatrice du groupe politiques et campagnes de l'Alliance mondiale pour la Justice fiscale et Coordinatrice Fiscalité, EuroDAD Tove Ryding abordera également les opportunités sur le continent européen.

OPPORTUNITÉS POUR LE MOUVEMENT SYNDICAL DANS LE PROCESSUS G20 ET OCDE

Rudy De Leeuw, Vice-Président de la CSI et Président de la FGTB, Belgique



Rudy De Leeuw est actuellement Président de la fédération syndicale belge FGTB-ABVV. Il est en outre Vice-Président de la CSI, Président du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI, et membre du Comité exécutif de la CES. Membre du Conseil d'administration de l'OIT de 2009 à 2014, il est actuellement administrateur de la Banque nationale de Belgique et membre du Bureau de la sp.a (parti social-démocrate belge). Entre 1995 et 2006, Rudy De Leeuw était Secrétaire fédéral de la FGTB, et représentant de la FGTB auprès de l'Office national de l'emploi et de la Banque carrefour de la sécurité sociale. Professeur de mathématiques et d'économie dans le secondaire de formation, il a également décroché un diplôme d'ingénierie commercial à l'Université de Louvain.

OPPORTUNITÉS DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Dereje Alemayehu, Président, Alliance mondiale pour la justice fiscale



Dereje Alemayehu est Président de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale et Conseiller politique principal du Tax Justice Network – Africa. Il occupe également la fonction de Conseiller en justice économique principal auprès de Christian Aid et de directeur national pour le Burkina Faso, la Tanzanie et le Kenya. M. Alemayehu est l'auteur de deux livres, de différents articles et de plusieurs chapitres d'ouvrages, et publie régulièrement sur des blogs, dans les domaines de la politique de développement, du rôle de l'Etat dans le développement, de la gouvernance, de la responsabilité, des flux financiers illicites, ainsi que des taxes et du développement. Avant de s'engager dans le secteur du développement, M. Alemayehu était conférencier à l'Université libre de Berlin (1987-1988), où il est titulaire d'un master en études du développement et d'un doctorat en économie.

OPPORTUNITÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE

Erika Dayle Siu, consultante ICRICT



Erika Dayle Siu est consultante dans les domaines du développement et de la fiscalité, et dirige actuellement la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT). Erika Dayle Siu a travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le développement, où elle était en charge de la recherche pour le Comité d'experts des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale, et a mis en place un projet d'échange des bonnes pratiques fiscales entre les pays en développement. Plus récemment, elle a mené un programme de recherche au sein du Centre International pour la Fiscalité et le Développement, en analysant les cadres unitaires d'impôt sur les sociétés transnationales. Erika Dayle Siu est diplômée du Law School Tax Program de l'Université de New York et est membre du barreau de New York et du New Jersey.

13h00 - 14h30 DÉJEUNER

14h30 – 16h00 SÉANCE 7 : DÉFINIR UNE STRATÉGIE SYNDICALE

Qu'est-ce qui nous attend à l'avenir ? Débat ouvert

- Coordination des activités
- Stratégies et tactiques
- Renforcement des capacités
- Engagements à agir

Modérateur : Daniel Bertossa, Directeur Politiques et Gouvernance de l'ISP

16h00 - 16h15 CLÔTURE



ÉQUIPE DE LA CONFÉRENCE

COORDINATEUR DE LA CONFÉRENCE:

Daniel Bertossa, Directeur Politiques et Gouvernance de l'ISP



Daniel Bertossa est Directeur Politiques et Gouvernance au sein de l'Internationale des Services Publics. Avant d'occuper son poste actuel, il avait été Directeur des politiques et des stratégies auprès du Premier ministre et du Cabinet, pour le gouvernement de l'Australie-Méridionale, et Conseiller ministériel pour la gestion du secteur public, les autorités locales et la planification, la protection de l'enfance et les affaires autochtones. Daniel a également occupé diverses fonctions pour les syndicats des secteurs public et privé au Royaume-Uni, en Australie et en France. A l'heure actuelle, son travail s'axe principalement sur le commerce international, la fiscalité, le secteur public et la politique économique. Il est déjà apparu dans les médias sur trois continents. Membre fondateur du Comité directeur de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT), il est également coordinateur du groupe de campagne mondial contre l'Accord sur le commerce des services (ACS). Daniel détient un master en politiques publiques du Centre for Public Policy de l'Université de Melbourne, ainsi qu'un bachelier d'économie de l'Université d'Adélaïde. Contact : Daniel.Bertossa@world-psi.org

FACILITATEURS/TRICES ET MODÉRATEURS/TRICES

Simon Bowers, correspondant d'affaires, the Guardian



Simon Bowers est journaliste financier senior au Guardian. Il est spécialisé dans les enquêtes menées pour la rubrique économique du Guardian. Simon Bowers était le membre britannique d'une équipe internationale qui a aidé à révéler les rescrits fiscaux dans le cadre du scandale LuxLeaks – en collaboration avec l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). Vous trouverez sa biographie complète en page 4.

Nadja Salson, responsable des questions de fiscalité et de l'administration nationale, Fédération européenne des syndicats du service public (FSESP)



Nadja Salson est responsable des questions relatives à la fiscalité et à l'administration nationale au sein de la FSESP. Elle a rejoint la FSESP en 2003. Elle est actuellement en charge de la coordination de la délégation syndicale TUNED au sein du Comité de dialogue social sectoriel européen pour les administrations des gouvernements centraux, de la politique migratoire, de la fiscalité et des services de prison. Elle détient un bachelier en anthropologie sociale et un master en études européennes.

John Christensen, Directeur exécutif, Tax Justice Network



John dirige les activités internationales du Tax Justice Network. A la fois auditeur et économiste, il a enquêté pendant la majeure partie de sa carrière sur les opérations financières offshore et les paradis fiscaux. Son nouvel ouvrage, intitulé « *The Greatest Invention: Tax and the Campaign for a Just Society* », sera publié le 24 septembre 2015.



Erika Dayle Siu, consultante ICRICT



Erika Dayle Siu est consultante dans les domaines du développement et de la fiscalité, et dirige actuellement la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT). Erika a travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le développement, où elle était en charge de la recherche pour le Comité d'experts des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale, et a mis en place un projet d'échange des bonnes pratiques fiscales entre les pays en développement. Plus récemment, elle a mené un programme de recherche au sein du Centre International pour la Fiscalité et le Développement, en analysant les cadres unitaires d'impôt sur les sociétés transnationales. Diplômée du Law School Tax Program de l'Université de New York, Erika est également membre du barreau de New York et du New Jersey.

Tove Ryding, Coordinatrice du groupe politiques et campagnes de l'Alliance mondiale pour la Justice fiscale et Coordinatrice Fiscalité, Eurodad



Tove Maria Ryding est responsable de la politique et du plaidoyer en matière de justice fiscale et de financement du développement au sein du Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad). Elle est également la représentante européenne du comité de coordination de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, où elle est également en charge du comité politiques et campagnes. Au sein d'Eurodad, elle coordonne les positions politiques relatives à la fiscalité, le plaidoyer et les campagnes des membres et des partenaires dans une vingtaine de pays européens. Tove a suivi et contribué au processus de l'OCDE sur l'Erosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS), au Comité fiscal des Nations Unies, aux négociations sur le financement du développement (FdD), ainsi qu'aux processus relatifs à la fiscalité, actuellement discutés au sein du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission européenne. Elle a co-écrit un certain nombre de rapports sur le rôle de l'Europe dans la fuite des capitaux liés à la fiscalité dans les pays en développement, dont le rapport « Hidden Profits », publié en 2014. Avant de rejoindre Eurodad, Tove était coordinatrice des politiques climatiques chez Greenpeace International et, avant cela, elle était Présidente des organisations danoises de « Forests of the World » et du Danish 92 Group. Dans ce cadre, elle était activement impliquée dans les négociations des Nations Unies sur le changement climatique, la conférence Rio+20 et dans la Convention sur la diversité biologique.

PERSONNES DE CONTACT POUR LA CONFÉRENCE

Veronika Tober – Secrétaire de liaison multilingue

Veronika Tober est responsable des activités de logistique et d'administration pour le Sommet syndical mondial sur la fiscalité. Contact : veronika.tober@world-psi.org

Hazel Ripoll – Collaboratrice en communication



Hazel Ripoll est en charge de la coordination des communications relatives au Sommet syndical mondial sur la fiscalité.

Contact: Hazel.Ripoll@world-psi.org

AUTRES RESSOURCES

Internationale des Services Publics (ISP) - page Web consacrée à la fiscalité : http://www.world-psi.org/fr/issue/fiscalite

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) – Publications : http://www.fes.de/GPol/en/publications.htm

Commission indépendante sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT) : http://www.icrict.org/

Alliance mondiale pour la justice fiscale : http://www.globaltaxjustice.org/

Tax Justice Network (TJN): http://www.taxjustice.net/

Tax Justice Network - Africa (TJN-Africa) : http://www.taxjusticeafrica.net/

Red de Justicia Fiscal de America Latina y el Caribe : http://www.justiciafiscal.org/

Tax Justice Europe (Justice fiscale Europe): http://www.eurodad.org/

Americans for Tax Fairness: http://www.americansfortaxfairness.org/

Unité de recherche de l'Internationale des Services Publics (PSIRU) : www.psiru.org

Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) : www.epsu.org

SYNDEX – Diagnostic stratégique pour les représentants des salariés : http://www.syndex.eu/

Etude menée par United Voice Australie sur l'ASX 200 : http://www.unitedvoice.org.au/news/who-pays-our-common-wealth

International Tax Justice Academy: http://www.taxjusticeacademy.net/

Finance Uncovered : http://www.financeuncovered.org/

Global Financial Integrity : http://www.gfintegrity.org/

Financial Transparency Coalition: http://financialtransparency.org/

Groupe de contrôle du BEPS : https://bepsmonitoringgroup.wordpress.com/

Page de l'OCDE sur le BEPS : http://www.oecd.org/ctp/beps.htm

Comité d'experts des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale : http://www.un.org/esa/ffd/tax-2

committee/about-committee-tax-experts.html

Page du FMI consacrée à la recherche : http://www.imf.org/external/research/index.aspx

Page d'ActionAid dédiée à la fiscalité : http://www.actionaid.org/tax-power

ChristianAid – Tax Justice Toolkit for Civil Society (Boîte à outils sur la justice fiscale, destinée à la société civile) :

http://www.christianaid.org.uk/images/completetaxadvocacytoolkit.pdf

Oxfam – Taxation : https://www.oxfam.org/fr/tags/taxation

Oxfam – Inégalités et accès aux services essentiels : https://www.oxfam.org/fr/domaines/inegalites-et-acces-aux-services-

essentiels